

# Réalisation de forage Sabalibougou Courani : Le PM donne le sourire aux habitants

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 22 MARS 2022

# 1062

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Mort de Soumeylou  
Boubeye Maiga  
en détention**

## Inhumanité ou justice égale pour tous ?



**Transition malienne : Les faits et  
les solutions réalistes**



**Célébration du 8 mars : Les femmes de l'AEIRD  
ne sont pas restées en marge**



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**21** Mars  
2022

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**762**

Nouveaux cas confirmés

**01**

Nouveaux guéris

**02**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

**05** malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont  
**01** cas graves en soins intensifs  
**46** suivis à domicile

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**30 454**

**Guéris**

**29 600**

**Décès**

**727**

dont 51 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.14



P.18



P.24



## / Une /



Mort de Soumeylou Boubeye Maiga en détention : Inhumanité ou justice égale pour tous ?

P.4

## / Brèves /



Trois militaires algériens tués « dans un accrochage avec un groupe terroriste » : À la frontière avec le Mali  
 Mise en place du CSPR : Bras de fer entre le gouvernement et les mouvements armés  
 Formation professionnelle : Un programme de master en gestion des risques de catastrophes voit le jour  
 Présidence de la Commission Nationale du DDR : Zahabi Ould Sidi Mohamed démissionne pour un poste à l'ONU

P.13

P.13

P.14

P.14

## / Actualité /



Célébration du 8 mars : Les femmes de l'AEBRD ne sont pas restées en marge  
 42 ans après la disparition de Abdoul Karim Camara dit CABRAL : La nation malienne rend un vibrant hommage à l'illustre disparu  
 Cinquantenaire de l'OMVS : Entre acquis et défis  
 Réalisation de forage Sabalibougou Courani : Le PM donne le sourire aux habitants

P.17

P.18

P.20

P.21

## / Politique /



Conseil du District de Bamako : L'examen du programme annuel d'activités 2022 sur la table  
 9è Anniversaire du PRMV-FASOKO : L'invitation aux autorités de la Transition à aller vite vers le retour à l'ordre constitutionnel  
 Transition malienne : Les faits et les solutions réalistes  
 L'ancien ministre Seydou Traoré : « La 5ème colonne à la manœuvre, piteusement ! »

P.23

P.24

P.25

P.27

## / Culture & société /



Kobala-coura, dans la Commune rurale de Baguinéda : L'Association Siguida Yelan du Mali lance ses activités

P.30

## / International /



Remaniement en Côte d'Ivoire : Alassane Ouattara entretient le suspense  
 Lutte contre la vie chère : Le gouvernement engagé à préserver le pouvoir d'achat des ménages (CICG)

P.32

P.33

## / Sport /



MERCATO – PSG : Leonardo est passé à l'action pour Paul Pogba !

P.34

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** .....



## Mort de Soumeylou

## Boubeye Maiga en

## détention | Inhumanité

## ou justice égale

## pour tous ?

**Les autorités de la Transition avaient-elles vraiment besoin de ça ?**

L'ancien Premier ministre, Soumeylou Boubèye Maiga, est mort ce jour 20 mars 2022 à la clinique Pasteur de Bamako. Il était incarcéré depuis le 26 août 2021 à la Maison Centrale d'Arrêt de Bamako avant son transfert à la clinique Pasteur pour raison de maladie. Et cela fait des mois que ses proches

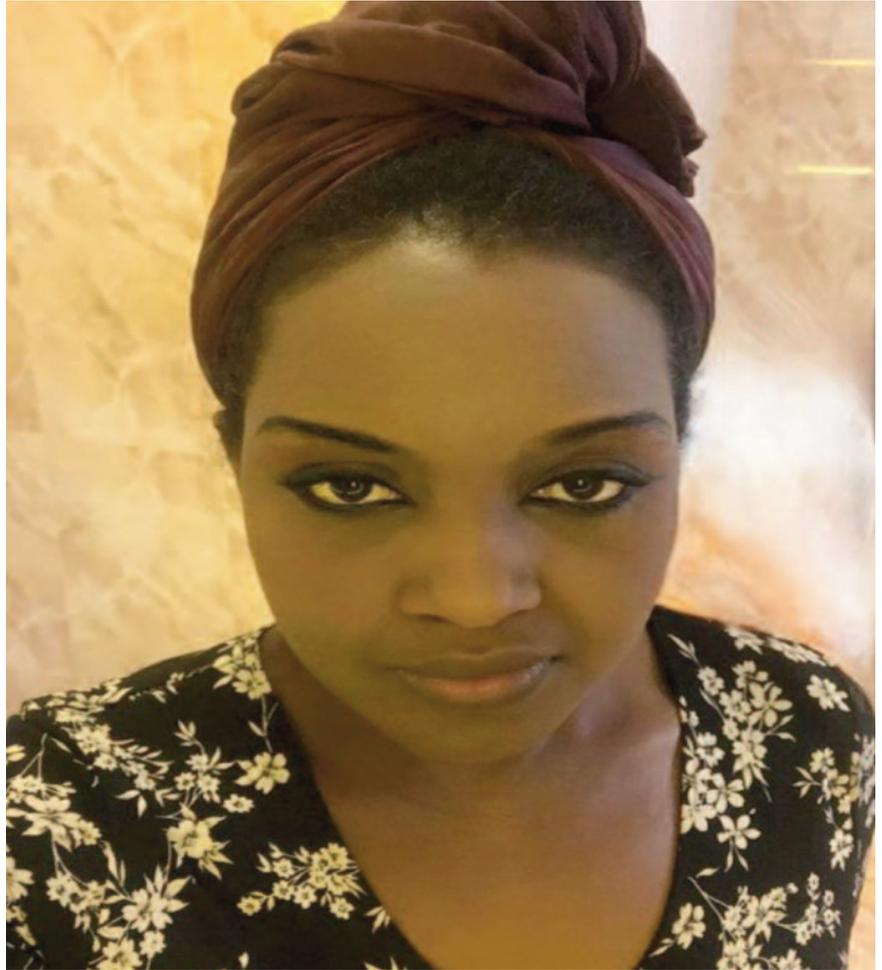
se battaient pour son évacuation sanitaire dans un centre spécialisé en dehors du Mali, mais en vain ! Les autorités de la Transition peuvent-elles se départir de leur responsabilité dans sa mort ? Avait-on besoin d'en arriver-là ?

Ces questions, on ne peut ne pas les poser,

car il y a juste trois semaines, l'épouse de l'illustre disparu s'adressait, à travers une lettre ouverte, au Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita. Lettre ouverte donc le contenu suit : (...) Excellence, Monsieur le Président de la Transition... J'ai l'honneur de soumettre à nouveau à votre haute attention la situation critique dans laquelle se trouve mon mari, Soumeylou Boubèye MAIGA, ancien Premier ministre du Mali, en attente d'une autorisation d'évacuation d'urgence depuis la mi-décembre 2021.

Permettez-moi de rappeler que depuis son placement en détention préventive, le 26 août 2021, à la Maison Centrale d'Arrêt de Bamako, sa santé s'est progressivement détériorée en raison de conditions d'incarcération épouvantables et dégradantes tant sur le plan humain, sanitaire que sécuritaire. Dans ces conditions, il a aujourd'hui perdu plus de 23 kg et se trouve dans un état critique pour lequel un collège d'éminents médecins a requis depuis la mi-décembre une évacuation d'urgence. Le Conseil de Santé, commis par l'Etat, a confirmé la nécessité de cette évacuation d'urgence.

Il s'agit pourtant d'une détention préventive, qui ne justifie pas une telle inhumanité et qui aurait pu prendre une forme plus humaine, comme le contrôle judiciaire. Monsieur le Président de la Transition... Je garde l'espoir qu'en tant que Garant de la Constitution, en tant que Premier Magistrat et Garant de la Justice dans notre pays : – Vous saurez vous prémunir d'une Justice à deux vitesses qui priverait un citoyen de son droit à la vie et à la santé, sans lesquelles, il ne saurait faire face à la Justice. – Vous saurez faire assurer le respect de l'article 1 de la Constitution, qui garantit pour chaque Citoyen le droit à la vie, à l'intégrité et à la sécurité. – Vous saurez accorder l'importance qui s'impose au Conseil National de Santé et à l'équipe pluridisciplinaire, composés de professeurs agrégés de médecine, de chef de clinique, et d'éminents médecins civils et militaires, ayant unanimement soumis aux Autorités Maliennes l'urgence de l'évacuation de S.B. Maiga, dont le pronostic vital est engagé. – Vous saurez vous prémunir d'une Justice arbitraire et sélective qui détruit physiquement un citoyen et le prive sans fondement juridique et contre la Loi, du droit de visite de sa famille et de ses avocats, comme c'est le cas actuellement. – Vous saurez vous prémunir d'une attitude inhumaine qui laisserait un citoyen mourir en lui refusant les soins dont il a vitalement besoin et pour lesquels l'Etat reste désespérément passif.



En effet, Monsieur le Président de la Transition... Quelle société serions-nous en train de bâtir en dehors du respect des droits fondamentaux de ses citoyens, en dehors d'une hu-

manité qui est le fondement de toute société aspirant au progrès, en dehors de l'Etat de Droit qui est la base d'un Contrat Social vertueux entre citoyens et dirigeants ? Je reste





confiante que vous êtes porteur de ces valeurs et que vous prendrez les décisions qui s'imposent pour préserver la vie du citoyen Soumeylou Boubèye Maïga.

Monsieur le Président de la Transition... Je vous écris cette lettre de façon ouverte, afin que le Peuple malien soit pris à témoin de cette situation inhumaine et intenable, pour laquelle vous détenez la solution. Toutes les démarches et lettres que nous avons adressées au Ministère de la Santé et de la Justice sont restées lettres mortes. Les recommandations du collège de médecins et du Conseil National de Santé, sont également restées lettres mortes. Veut-on la mort par abandon et négligence programmée de Soumeylou Boubèye Maïga ?

Je garde foi en votre humanité, votre impartialité et votre capacité à prendre les décisions qui s'imposent dans l'urgence et dans le respect des recommandations des médecins, car Vous êtes le Décideur Final. Je prends aussi l'engagement, devant le Peuple malien, du retour au Mali de Soumeylou Boubèye Maïga, après ses soins effectués. Nous ne saurions manquer à cette parole prise devant notre Peuple. Nous vivons dans un monde où une personne digne ne saurait se cacher et manquer à ses obligations et SBM est tenu par un

tel engagement, il a toujours répondu présent à la Justice et continuera de le faire.

Monsieur le Président de la Transition... Le pronostic vital de Soumeylou Boubèye Maïga est engagé. Je vous demande, devant le Peuple Malien, de lui permettre d'aller se soigner et je m'engage, au nom de notre famille à ce qu'il revienne dès qu'il sera rétabli. Tout notre espoir repose sur votre décision, votre humanité, votre respect du droit à la vie, votre sens de l'Etat de Droit, votre respect de l'expertise et de la parole des médecins, votre sens du devoir à l'égard de tous les citoyens maliens, sans exclusion.

En vous remerciant de votre haute et bienveillante attention, je vous prie d'agréer, Excellence, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération ». Le temps a-t-il fini par donner à Mme Maïga Binta Yatasaye?

Pourquoi a-t-on ignoré, du côté des plus hautes autorités, l'urgence du cas Soumeylou Boubèye Maïga qui, d'avis de médecins professionnels et compétents, nécessitait une évacuation ? Qu'est-ce qui justifie le silence des autorités sur ce dossier qui avait pourtant été jugé trop préoccupant ? Soumeylou, même étant sujet de justice, ne méritait-il pas la rigueur de la loi qui dit qu'« on reste présumé

innocent tant qu'on n'aura pas été jugé coupable de quelque chose » ?

Pour rappel, Soumeylou Boubèye Maïga avait été placé sous mandat de dépôt par la Cour Suprême, le 26 août 2021, pour des faits de corruption et de détournement des fonds en rapport avec l'achat des équipements militaires.

Cette lettre avait également provoqué une levée de boucliers de nombreux maliens qui en appelaient à un traitement égal pour toutes les personnes poursuivies et détenues sans égard pour leur personnalité. D'autres s'étonnaient que des « faveurs » soient demandées pour d'anciens très hauts responsables qui n'ont rien fait pour rendre les prisons plus humaines.

Quoi qu'il en soit, le décès de SBM a ému l'opinion nationale et internationale si l'on se réfère aux nombreux messages de sympathie de la classe politique notamment.

Dans ce registre, c'est le président Mohamed Bazoum du Niger qui s'est illustré en engageant un débat de caniveau sur son compte twitter. Ou il semble rester bien seul à patouer dans les salissures.

■ Yama DIALLO

## ■ Boubacar Soumahoro dit Bouba Fané

Bonsoir Tiegoum.

Triste cette nouvelle, cette journée. En mars, il est parti victime de ce contre lequel nous nous sommes battus il y a plus de 30 ans : le deni de justice !! Le recul sur ces questions est patent, à nous les survivants de comprendre le message. Et la lutte continue

Paix à son âme et que la terre lui soit légère. Amen  
Courage à toi Tiegoum qui était à la création de L'AEEM en tant que journaliste observateur.

A toute la famille, aux enfants, je vous dis Courage.  
Dr Oumar Mariko



## ■ Dr. Boubou Cissé

C'est avec une grande tristesse que j'ai appris le décès, ce jour, de Soumeylou Boubeye Maiga.

Sa mort, survenue sous la garde de l'Etat, nous plonge dans une profonde tristesse et une immense interrogation. Nous le savions tous souffrant, fatigué depuis quelque temps.

Sa santé s'est considérablement détériorée pendant son incarcération et il est tombé gravement malade dans les semaines qui ont précédé sa mort. En ces moments difficiles, mes pensées vont à sa famille, à ses amis, à qui j'adresse mes sincères condoléances. Votre peine est nôtre.

Comment mieux s'y associer qu'en vous réitérant tout notre attachement pour vous même et celui que vous venez de perdre, que nous venons de perdre.



**Seidik Abba**  
@abbaseidik

**#Mali:** la mort ce matin à 11 h GMT à Bamako de l'ex-Premier ministre Boubeye Maiga est 1 crime politique. En dépit de la détérioration de son état de santé, la junte malienne a refusé son évacuation, comme si sa mort était programmée. Pensée émue à sa fille Fadi et à la famille.

15:30 · 21 mars 22 · Twitter Web App

## ■ Kassoum Thera

Un communiqué laconique de l'Adema Pasj. Parler du décès de SBM en occultant les circonstances de son décès est sans saveur



## ■ Ammy Baba Cisse

Seul Dieu est fort! Sinon ceux qui croient le contraire se leurrent. Ces griots qui ont trahi leurs anciens maîtres et qui reproduisent la même tonalité avec les nouveaux! Que Dieu veuille sur le Mali!



Après un accident de circulation entre Segou et Bamako, la vie de l'artiste Abdoulaye Diabaté n'est pas en danger selon ses proches.

Burkina Faso : au moins douze soldats tués dans une attaque de djihadistes présumés.

## YBC-Communication



Urgent !!!

L'état-major général des armées informe l'opinion nationale que suite à une embuscade contre une patrouille en offensive vers 11h, les FAMA ont enregistré 2 morts et 7 blessés à Boni. Après une riposte vigoureuse par les FAMA, 13 assaillants sont restés et 2 terroristes interpellés. Quant à l'attaque du poste de Tessit vers 13 H, les FAMA ont enregistré 2 morts et 10 blessés. Les FAMA ont repoussé vigoureusement l'attaque, 9 morts ont été dénombrés sur place et plusieurs blessés terroristes ont été interceptés et anéantis par une intervention aérienne au cours de leur transport.

Le ratissage continue à fond pour nettoyer ces secteurs. Le Chef d'état-major général des Armées demande à la population de maintenir le calme et de compter sur l'engagement total des Fama  
Message FAMA.



## Jeune Afrique Business



South African Airways : après la privatisation, le redécollage pour l'ex-géant africain des airs ?

La vente de 51 % de la compagnie nationale, en grande difficulté, au consortium Takatso a donné du fil à retordre au gouvernement sud-africain.



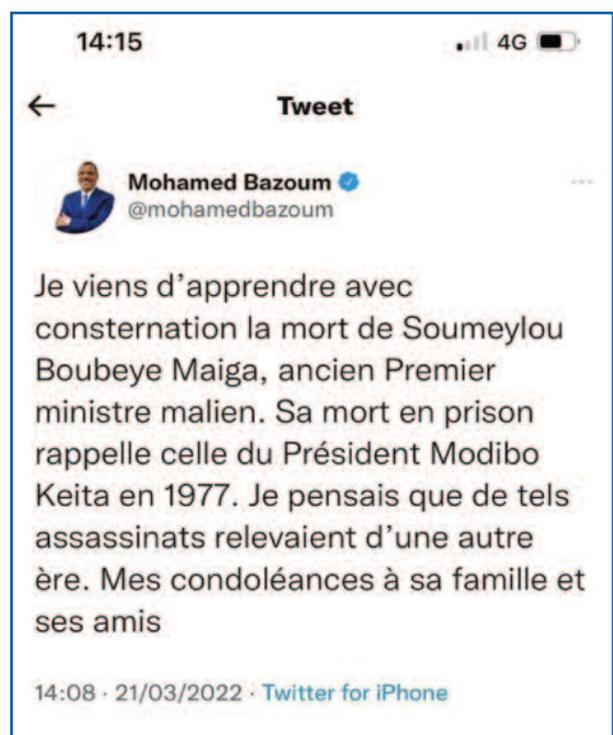
## Ouverture Média - OM



#OM INFO : URGENT, L'ARTISTE #ABDOULAYE DIABATÉ VICTIME D'ACCIDENT ET TRANSPORTÉ À L'HÔPITAL DE SÉGOU

Ce lundi 21 mars aux environs de 10 heures, l'artiste musicien Abdoulaye DIABATÉ a été victime d'un accident de la circulation sur l'axe Tona/Bamako. Le choc s'est déroulé près du pont Bani avec un car. Il a été évacué d'urgence par la protection civile à l'hôpital régional de Ségou.

#TD



## ■ NIANG TV



Le président nigérian Muhammadu Buhari, va procéder mardi à Lagos, à l'inauguration de l'usine d'engrais du groupe #Dangote. Située dans le district de Lekki, cette usine qui est la plus grande au monde, a une capacité de production de 3 millions de tonnes par an. Son coût est estimé à environ 2,5 milliards de dollars. Santo



## ■ Mamadou Bakaye Dembélé



Tu refuses 24 mois pour négocier pendant 24 mois pour finir en 24 mois. La CEDEAO est-elle consciente que le temps passe?

## ■ Hassoumi Massoudou



C'est avec une grande tristesse que je viens d'apprendre la mort en détention de Soumeylou Boubeye Maiga. Cette figure de la démocratie malienne va tourmenter pour toujours ses assassins animés par la haine de la liberté et le sentiment de revanche d'un ordre à jamais révolu.



**Kamissa Camara**  
@KamissaCamara

Profondément émue par la disparition de l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubeye Maiga. Au revoir grand chef! Qu'Allah te fasse miséricorde.



## ■ Macky Sall



Je suis peiné d'apprendre le crash d'un vol de la China Eastern Airlines. Je présente mes condoléances émues au Président Xi Jinping et au peuple chinois ami.

## ■ Abdoul MBAYE



Le FMI confirme une croissance de 6,1% annoncée par le gouvernement de Macky SALL. Que ceux qui ont le vécu ou le ressenti de cette belle performance lèvent la main! Et attendons la précision des secteurs locomotives ...

## ■ Wassim Nasr



Petite question volée, spéciale dédicace aux nostalgiques et aux amnésiques : « Quand le mur de Berlin est tombé, combien de personnes ont fui vers l'Est ? »

## ■ Arouna Modibo TOURÉ



J'apprends avec tristesse le décès de l'ancien Premier Ministre du Mali Soumeylou Boubèye Maïga. J'adresse toutes mes condoléances les plus émues à sa famille. Dieu l'accueille dans son paradis éternel

## ■ Serge Daniel



#Mali-Décès/D'après mes infos, l'ancien Premier ministre malien Soumeylou Boubéye Maïga est décédé ce 21/03/2022 à Bamako. Inculpé et emprisonné, il était hospitalisé dans une clinique de la capitale où il a rendu l'âme. Des médecins avaient demandé son évacuation à l'extérieur .

## ■ Luca



DÉCLARATION | Kylian Mbappé après la défaite du PSG contre l'AS Monaco :

"On a perdu, on a joué contre une belle équipe qui joue l'Europe. Ils avaient envie, il sont respecter leur plan de jeu. J'espère qu'ils accrocheront l'Europe. Ils méritent la victoire aujourd'hui.

L'objectif est d'aller chercher le 10e titre de champion de France. Le reste, ça importe peu les gens. On peut gagner 8 ou 9-0, les gens penseront quand même à la Ligue des champions. On doit rester professionnels et se respecter. On doit respecter les supporters qui nous soutiennent, les gens, nos familles. On va aller chercher ce 10e titre de champion de France.

Il faut se respecter soi-même si on a un minimum d'estime pour ce que l'on fait. C'était un match sans"



## ■ Ibrahima Anne



Je n'ai aucune sympathie pour les colonels d'opérette de Bamako. Mais, je pense que c'est leur faire un mauvais procès que de penser qu'ils sont responsables de la mort de l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubéye Maïga dans une clinique de la capitale malienne. Sauf à penser que seule une évacuation à l'étranger peut être considérée comme une prise en charge médicale correcte

## ■ Daouda Bakary Kone



Vous ne connaissez pas cedeao dabord wo! C'est de la pure mauvaise fois!

## ■ Mali Djigui



L'a CEDEAO n'est pas de bonne foi sinon pour-quoi rejeté toute ces propositions on veut 36 mois Et puis c'est tout

## ■ Casimir Sangala



Savez-vous que toutes les entreprises et ONG exerçant au Mali ont la possibilité de recruter des stagiaires dans tous les profils directement à l'APEJ ? # 12 329 bénéficiaires #

## ■ Gouvernement du Mali



Opération Djigui Sigi

La Conseillère spéciale du Président de la Transition, le colonel Assan Badiallo Touré vient de donner officiellement ce lundi 21 mars 2022 à Ségou le coup d'envoi de l'opération Djigui Sigi dans la région de Ségou.

Il s'agit d'une importante distribution de kits alimentaires au nom de Son Excellence le Colonel Assimi Goita, Président de la Transition, Chef de l'Etat pour faciliter le mois de ramadan aux fidèles musulmans dans les 19 communes les plus démunies du Mali.

Toutes situées dans les cercles de Ségou et Niono, l'opération consiste à donner aux ménages de chaque commune un kit alimentaire de 50 kg de riz, 50 de mil, 25 kg de sucre et de pâtes alimentaires, des corans, des sacs de dattes et de lait en poudre, des tapis de prières, et des chapelets.



## MOUNTAGA TALL



### SOUMEYLOU BOUBEYE MAIGA S'EN EST ALLÉ

J'ai connu Soumeylou Boubeye Maiga quand il achevait sa formation en journalisme au CESTI alors que j'entamais mes études en droit à l'Université à Dakar en 1976. Nous avons ainsi milité ensemble au sein de l'Association des Etudiants et Scolaires Maliens à Dakar (AESMD).

Puis nous nous sommes retrouvés pour la lutte pour l'instauration du pluralisme démocratique au Mali au sein du Mouvement Démocratique.

Nos chemins politiques ont ensuite divergé mais nous avons gardé un profond respect mutuel. C'est donc tout naturellement que j'ai appris avec consternation son rappel à Dieu qui me chagrine profondément.

A la famille explorée de Soumeylou Boubeye Maiga, à son parti l'Alliance pour la solidarité au Mali- Convergence des Forces Patriotiques (ASMA-CFP), à tous ses militants, amis et camarades, je présente, à mon nom et en celui du CNID – Faso Yiriwa Ton, mes condoléances attristées.

Dors en paix Boubeye !

Je présente à la famille toutes mes condoléances attristées. Puisses-tu reposer en paix cher neveu.

Yeah Samaké, Ancien Ambassadeur et président d'honneur du PACP



## Yeah Samake



### CHERS COMPATRIOTES,

C'est avec une immense tristesse que j'ai appris la disparition de l'ancien premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga.

Pour moi, l'illustre disparu n'était pas qu'un homme politique ou un homme d'État, c'était mon neveu. Il a toujours pratiqué cette relation de parenté entre nous. Aujourd'hui, malgré la profonde tristesse qui m'habite, je célèbre l'homme et la vie bien remplie qu'il a vécue.

Je ne pleure pas sa mort.

Je célèbre la vie exceptionnelle qu'il a vécue.

# malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "





# Une cotisation payée est la garantie d'un droit certain



## L'INPS au service des assurés sociaux



INSTITUT NATIONAL  
DE PREVOYANCE SOCIALE



[www.inps.ml](http://www.inps.ml)



Email : [inps@inps.ml](mailto:inps@inps.ml)



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS\\_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

**Trois militaires algériens tués « dans un accrochage avec un groupe terroriste » : À la frontière avec le Mali**



Trois militaires algériens ont été tués, ce dimanche, « dans un accrochage avec un groupe terroriste » sur la bande frontalière avec le Mali, a annoncé le ministère algérien de la Défense dans un communiqué. L'accrochage, a précisé la même source, a eu lieu dans la région de Timiaouine, dans la wilaya (département) de BrodjBadji Mokhtar.

« Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à un accrochage avec un groupe terroriste sur la bande frontalière dans la région de Timiaouine, au Secteur opérationnel Brodj Badji Mokhtar, en 6ème Région militaire, trois (03) Militaires sont tombés au champ d'honneur, aujourd'hui dimanche le 20 mars 2022 », indique-t-on dans le communiqué.

Selon la même source, il s'agit du : « sous-lieutenant de carrière Ikhlef Rédha et caporal contractuel Tareb Ilyes et du caporal contractuel Ali Abdelkader Houari ». « A cet effet, le général de corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) présente en son nom et au nom de l'ensemble des personnels de l'ANP ses "sincères condoléances" et sa "profonde compassion" aux familles et proches des défunts », ajoute la même source.

A la fin du mois de janvier dernier, rappelons-le, deux autres militaires algériens ont été tués également dans un accrochage avec un groupe terroriste à la frontière avec le Mali (extrême sud du pays).

« Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à un accrochage avec un groupe terroriste sur la bande frontalière dans la région de Hassi Tiririne, au secteur opérationnel D'in Guezzam, en 6ème Région militaire, deux militaires sont tombés au champ d'honneur, dans la nuit de jeudi 27 janvier 2022. Il s'agit du « sous-lieutenant de carrière Merbah Eddine Sidhom et du caporal contractuel Nassim Benalioua », avait indiqué le ministère algérien de la Défense.

Le ministère algérien avait également annoncé la « neutralisation de deux terroristes et la récupération d'une mitrailleuse lourde, calibre (12,7 mm), deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, un véhicule tout-terrain et une quantité de munitions de différents calibres ».

L'Algérie, rappelons-le, dispose d'une longue bande frontalière de 1000 km qui a été le théâtre de plusieurs accrochages entre les militaires algériens et des groupes armés, venant du nord du Mali.

AA/Alger/Aksil Ouali / Source : w.aa.com

**Mise en place du CSPR : Bras de fer entre le gouvernement et les mouvements armés**



**Le ministre de la Réconciliation Nationale, de la Paix et de la Cohésion Sociale, le Colonel-major Ismaël Wagué, a animé un point de presse, le vendredi 18 mars 2022 à Gao, afin d'expliquer les points de blocage dans la finalisation du nouveau Cadre Stratégique Permanent pour la Réconciliation (CSPR).**

Les divergences réelles se sont avérées sur le cadre, notamment sur le rôle de l'Etat, la position de l'Etat et les objectifs régalien de l'Etat. Bien sûr que nous nous sommes retrouvés en Italie où nous avons fait un accord de principe qui a pris en compte nos préoccupations par rapport à cette structure", indique le ministre Wagué.

Pour le ministre, "nous sommes partis sur un constat d'échec de la mise en place du nouveau cadre, parce qu'une question qui était déjà traitée à Rome et à travers un accord de principe où c'était dit clairement que le nouveau cadre, une fois en place et ayant intégré toutes les parties, va être dirigé par le gouvernement. Donc, il est surprenant qu'au niveau de Gao aujourd'hui, on trouve qu'une partie des mouvements remette cet engagement en cause. Ils demandent plus de réflexions. Dans le cadre de la poursuite du processus de paix, nous avons décidé de leur donner le temps de réflexion, tout en restant fermes sur cette question qui pour nous est essentielle et qui détermine la suite du processus avec eux dans le cadre de cet accord".

A ses dires, l'Etat malien est réellement engagé pour la paix, la sécurité et la réconciliation, malgré que "nous quittons sur un constat de non-accord par rapport à la nouvelle structure, l'état d'esprit est ouvert et nous avons promis de nous rencontrer rapidement autour du même sujet", a-t-il ajouté.

En attendant la finalisation de la nouvelle structure, le Gouvernement n'est lié en rien à l'actuel CSP, ne le reconnaît pas et ne le soutient pas.

Bréhima DIALLO / Source : 22 Septembre

**Formation professionnelle : Un programme de master en gestion des risques de catastrophes voit le jour**



L'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye (EMP-ABB) a abrité, le lundi 14 mars 2022, la signature de convention de la mise en place d'un programme de Master en Gestion des Risques de Catastrophes (GRC). Le projet a vu le jour grâce à une étroite collaboration entre la Direction Générale de la Protection Civile, l'Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako (USTTB) et l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye (EMP-ABB). La cérémonie était présidée par le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général Daoud Aly Mohammedine, en présence du ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Pr. Amadou Keita, et celui de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, Modibo Koné ; du Secrétaire Général du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, le Général Sidiki Samaké ; du Directeur de l'EMPABB et des représentants des partenaires techniques et financiers.

Selon le Pr. Amadou Kéïta, ce programme de Master est une réponse à la diversification des filières de formation dans les structures de l'Enseignement Supérieur et à l'employabilité des diplômés. Le Pr. Kéïta a ajouté que le partenariat entre l'Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako (USTTB), la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC) et de l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye (EMP-ABB) permettra de développer les compétences multiseCTORIELLES pour le développement du leadership dans la gestion des risques de catastrophes (risques liés aux changements climatiques, aux conflits, aux épidémies et renforcement de la résilience des communautés) au Mali et dans la sous-région, en offrant un programme performant basé sur l'expérience.

Pour sa part, le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général Daoud Aly Mohammedine, a expliqué que cette nouvelle filière, outre les connaissances académiques, permettra à la jeunesse malienne d'acquérir des compétences dans l'exercice des fonctions qu'elle occupera ; contribuera, dans une large mesure, à sensibiliser les Maliens sur les risques et catastrophes. « A travers les diplômés de cette spécialité, la Protection Civile aura des relais d'informations et de sensibilisation de par le pays », a-t-il dit. La présente convention entre la

**Présidence de la Commission Nationale du DDR : Zahabi Ould Sidi Mohamed démissionne pour un poste à l'ONU**



Après plusieurs années passées à la tête de la Commission Nationale du DDR, Zahabi Ould Sidi Mohamed a officiellement déposé sa lettre de démission du poste de président de cette organisation, le vendredi matin 18 Mars, avec effet en fin Avril 2022. Il a été nommé en 2015 en qualité du patron de la Commission Nationale du Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (CN-DDR). Auparavant, il a été ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale sous le régime du feu IBK.

Selon une source digne de foi, l'ONU vient de proposer avec insistance un poste " en or " au Malien Zahabi Ould Sidi Mohamed, ancien ministre des Affaires Etrangères. Selon la même source, l'intéressé expert de grande renommée a accepté. Sachant bien que ce dernier a occupé plusieurs fonctions dans le système onusien (Haïti, RD du Congo, Somalie, Côte d'Ivoire, Soudan, Soudan du Sud). Cette démission de Zahabi Ould Sidi Mohamed intervient à un moment où notre pays traverse une période difficile de son histoire. La question qu'on doit se poser est de savoir, pourquoi il a choisi cette période difficile pour prendre cette décision ?

A suivre.

AMTouré / Source : 22 Septembre

DGPC et l'USTTB, ajoutera-t-il, prouve à suffisance l'engagement du gouvernement à travers le département de la Sécurité à réduire les risques, les dommages et pertes liés aux catastrophes ainsi que le renforcement de la résilience climatique. Le Général Daoud Aly Mohammedine a salué la Banque Mondiale et l'équipe d'Hydromet-Mali pour avoir fait de ce projet de Master en Gestion des Risques de Catastrophes une réalité au Mali.

O.B.D / Source : Le républicain mali



Office central de Lutte contre  
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Ministère de la Justice et  
des Droits de l'Homme (MJDH)

# APPEL A CANDIDATURE

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) et le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH), dans le cadre du Programme conjoint d'Appui à la Lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite au Mali (LucCEI) recrutent **un coordinateur** pour l'animation d'ensemble, l'assurance qualité et l'interface entre l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Mali et les structures de mise en œuvre du programme.

## POSTE ET MISSION

Les responsabilités spécifiques du/ de la coordinateur/trice sont :

### 1. Assurer la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des stratégies et activités du projet ;

- Appuyer les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère de la justice et de l'OCLEI dans l'élaboration de leurs Plans d'Opération Annuelle et les chronogrammes d'activités avec comme référence le document de base du projet ;
- Coordonner l'élaboration ; la soumission conjointe et la mise en œuvre du plan de travail annuel, des budgets et des rapports d'activités du Ministère et de l'OCLEI ;
- Mettre en place avec les Cellules du Ministère et de l'OCLEI un système de suivi évaluation,
- Appuyer l'élaboration des TDR en rapport avec les activités du programme ;
- Produire les différents rapports du projet en tenant compte des résultats du suivi-évaluation ;
- Préparer les réunions du comité de pilotage du projet, assurer le secrétariat et veiller à l'application des décisions et recommandations dudit comité ainsi que la prise en compte de celles des partenaires techniques et financiers appuyant le projet ;
- Participer aux différentes évaluations et études du projet ;
- Tenir un système de classement approprié de la documentation du projet ;

### 2. Contribuer à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable de la mise en œuvre du projet ;

- Travailler en étroite collaboration avec les différentes structures partenaires (MJDH, OCLEI, services centraux, société civile etc) pour la préparation et le suivi de la mise en œuvre des budgets annuels conformément aux calendriers des donateurs ;
- Coordonner l'élaboration conjointe des demandes annuelles de fonds conformément aux plans et aux budgets approuvés ;
- Coordonner la réorientation, au besoin les révisions budgétaires ; s'assurer que la gestion financière et comptable des activités du projet est effectuée en conformité avec les réglementations nationales et les accords pris avec les bailleurs de fonds ;
- Coordonner les audits annuels du projet (élaboration des TDR, recrutement des prestataires, supervision du processus, etc).

### 3. Assurer la Représentation du projet

- Représenter le projet LucCEI au besoin auprès des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, des bailleurs de fonds et d'autres agences ;
- Assurer que les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère et de l'OCLEI sont régulièrement informées et représentées dans les réunions des partenaires et autres acteurs du projet ;
- Effectuer les visites régulières de terrain auprès des partenaires et acteurs et intégrer les expériences acquises au niveau du projet.

## QUALIFICATION ET PROFIL DU CANDIDAT

Le coordinateur doit être de nationalité malienne ou établi au Mali. Par ailleurs, il doit remplir les critères ci-après :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (BAC+5) dans les domaines suivants : sciences sociales, Droits, Économie/Finances, gestion de projet, etc.
- Avoir au moins 5 ans d'expérience dans la coordination/gestion des projets de développement, notamment dans la gestion de programme pluridisciplinaire
- Avoir au moins 5 ans d'expérience de travail dans un poste de responsabilité dans le secteur public ou privé, de préférence dans un contexte de financement extérieur ;
- avoir des expériences dans la mise en œuvre des projets de renforcement des capacités des acteurs de la Justice, des structures de contrôle, des ONG et de la société civile ;
- avoir une bonne connaissance des problématiques des droits humains, de la justice, de la lutte contre la corruption

Constituent un atout :

- L'expérience dans un organisme de lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite ;
- Le travail dans une ambassade ou une organisation internationale ;

## CONDITIONS REQUISES

- Connaître l'environnement des droits humains et de la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite aux plans national, régional, sous régional et international ;
- Avoir une bonne connaissance de l'administration publique malienne ;
- Être apte à travailler sous pression ;
- Être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- Avoir un esprit d'équipe et l'esprit critique ;
- Avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- Être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs ;
- Maîtriser l'outil informatique

## DUREE DU CONTRAT DU COORDINATEUR

Le contrat est conclu pour la durée du programme.

## OBLIGATIONS DU PROGRAMME

Le programme mettra à la disposition du Coordinateur l'ensemble des documents, dossiers et outils appropriés et nécessaires à l'exécution de sa mission. Il mettra également à sa disposition un bureau avec des équipements nécessaires pour assurer une bonne prestation de service. Une évaluation de la performance sera faite les six premiers mois et une copie jointe au rapport semestriel du projet. Par la suite, les évaluations se feront annuellement.

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'OCLEI.

## PIECES A FOURNIR

Le dossier de candidature devrait comporter les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation adressée au Président de l'OCLEI ;
- Un CV actualisé ;
- Une copie certifiée conforme des diplômes de formation supérieure ou équivalences ;
- Trois (3) lettres de recommandation ;
- Un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois.

## DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature peuvent être envoyés ou déposés directement à l'une des adresses suivantes au plus tard le 20 mars 2022 à 16 heures GMT :

- A l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ;
- Ou par courrier électronique ([louologuem@oclei.ml](mailto:louologuem@oclei.ml)).

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines, Place CAN, face à la station Total, Hamdallaye ACI 2000-Bamako.

Aucune soumission ne sera acceptée après la date limite indiquée.

Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés. Les candidats présélectionnés pour les interviews seront informés dans un délai de 15 jours après la date de soumission des candidatures.

Bonne chance.

## Célébration du 8 mars : Les femmes de l'AEBRD ne sont pas restées en marge

Les femmes de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite ont commémoré le vendredi 18 mars 2022, la journée internationale des femmes, célébrée le 8 mars de chaque année.

La Journée Internationale des Droits des Femmes, tire ses origines de la révolte des ouvrières des usines textiles de Chicago, aux États-Unis en 1857, pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Elle a été institutionnalisée et déclarée en 1977 par l'Organisation des Nations Unies comme « Journée Internationale de la Femme ». Elle est célébrée au Mali depuis 1994.

Comme il fallait s'y attendre, le premier coup de balai a été donné par la directrice de l'académie d'enseignement, Mme Touré Zahiatou Ayouba. Ce geste symbolique a été suivi de celui du directeur adjoint Youssouf Konaté. Fière de cette belle initiative, la directrice a invité les femmes à plus d'union afin de relever les multiples défis qui se posent à l'école malienne. Ainsi, le ton donné, les femmes de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite accompagnée de celles des différents C.A.P. relevant de la rive droite et de la chargée de la scolarisation des filles de l'académie d'enseignement de Bamako rive gauche nettoyé tous les coins et recoins des locaux de l'académie.

Pour la cheffe de section de la scolarisation des filles, Dialia Traoré, la célébration de cette journée donne l'opportunité aux femmes de pouvoir faire le plaidoyer, de sensibiliser l'opinion nationale et internationale sur leur condition de vie, et aussi d'établir un bilan sur les progrès réalisés, en termes d'égalité Homme/Femme, dans tous les domaines prioritaires du développement. Cette année, le thème international retenu par les Nations Unies est : l'égalité aujourd'hui pour un avenir durable. Au niveau national nous avons retenu comme thème : Rôle et place de la Femme dans la refondation du Mali. Ce thème est en parfaite harmonie avec les préoccupations du moment car notre pays est confronté aux conséquences d'une crise multidimension-

nelle qui a ébranlé les fondements de la Nation elle-même : la dégradation de la situation sécuritaire, les dysfonctionnements des institutions étatiques, le délitement du lien social, l'effritement de la cohésion sociale, la détérioration du climat politique et la grogne sociale. C'est la preuve si besoin en était, que les autorités de la Transition ont mis les femmes au cœur du processus de refondation. Les femmes de l'académie de l'enseignement de Bamako rive droit sans s'écarter du thème national ont décidé d'assainir les locaux de la structure. « **Notre pays a souscrit à divers instruments juridiques internationaux et**

régionaux relatifs à la promotion et à la protection des droits des femmes. Force est de constater, que la condition de la femme a connu des avancées importantes. Depuis l'adoption de la Politique Nationale Genre, le Mali s'est engagé à promouvoir l'équité et l'égalité entre l'homme et la femme, entre la fille et le garçon. Afin de mieux protéger les femmes et de tirer pleinement parti du potentiel de leur leadership dans le contexte de refondation, les préoccupations des femmes et des filles, dans toute leur diversité, doivent être intégrées dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et des programmes dans tous les domaines et ce, pendant tout le processus de la refondation », a-t-elle dit.

L'apothéose de cette journée a été la descente des couleurs par la directrice de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite, Touré Zahiatou Ayouba, assistée par la cheffe de division de l'éducation de base, Ba Aissata Coulibaly.

■ Ibrahim SANOGO



# 42 ans après la disparition de Abdoul Karim Camara dit CABRAL : La nation malienne rend un vibrant hommage à l'illustre disparu

Dans le cadre de la commémoration du 42ème anniversaire de l'assassinat du leader étudiant, Abdoul Karim Camara dit Cabral, l'Amical des Anciens Militants et Sympathisants de l'Union Nationale des Elèves et Etudiants du Mali (AMS-UNEEM) a organisé, le jeudi 17 mars 2022, une marche de reconnaissance à l'endroit de Cabral. La marche est partie de la station Shell d'Hamdallaye pour prendre fin au Monument Cabral sis au quartier Lafiabougou de Bamako.



**A** l'issue de la marche, une gerbe de fleurs fut déposée au pied du monument Cabral par le représentant du Premier ministre, Lieutenant Colonel Abdoulaye Maïga, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, porte-parole du gouvernement, en présence du Secrétaire Général de l'AMS-UNEEM, El Hadj Seydou Patrice P. DEMBELE, et bien d'autres personnalités.

Devoir de mémoire oblige. Ils étaient nombreux, plus de 200 personnes, à braver le soleil pour marcher jusqu'au monument Cabral. Parmi eux, des anciens ministres comme Mme Traoré Seynabou Diop, Mme Sy Kadiatou Sow, Adama Samassékou, Djiguiba Keita (PPR), l'ancien président de l'Assemblée Nationale du Mali, Ali Nouhoum Diallo, des membres de l'Association des Elèves et Etudiants du Mali

(AEEM), bref des jeunes, des vieux, des hommes et des femmes. «Journées commémoratives de l'assassinat d'Abdoul Karim Camara dit Cabral (02 juillet 1955-17 mars 1980). Le peuple se souvient. Servir le Mali et non se servir du Mali !», pouvait-on lire sur la bannière que détenait les marcheurs. Après la marche, une gerbe de fleurs a été déposée au pied du monument Cabral par le représentant du Premier ministre, Lieutenant Colonel Abdoulaye Maïga, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, porte-parole du gouvernement. Ainsi, dans un discours prononcé par le Secrétaire Général de l'AMS-UNEEM, El Hadj Seydou Patrice P. DEMBELE, l'AMS-UNEEM invite les autorités de la Transition à l'aider à retrouver la tombe de feu Abdoul Karim Camara dit CABRAL. Par ailleurs, l'AMS-UNEEM condamne avec la dernière ri-

gueur les sanctions « injustes, illégales, infligées » au Mali par la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine). L'AMS-UNEEM privilégie la voix du dialogue pour une levée des sanctions, demande aux Autorités de la Transition un chronogramme pour une sortie de crise. « L'Ecole malienne va très mal, plus mal encore avec cet embargo sur le Mali. C'est le lieu de remercier le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur, la Synergie des Enseignants signataires du 15 Octobre, le Syndicat des Promoteurs d'Ecoles Privées qui ont suspendus leurs revendications en réaction aux sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA pour soutenir la Transition. Le Secrétaire Général de l'AEEM et ses Camarades ont emboîté le pas : en exhortant leurs militants à mettre fin à tout mou-

vement de perturbation des cours. Des efforts ont été fournis par le monde enseignant. Il revient aux autorités de mettre en œuvre des solutions à leurs doléances: procès-verbaux de conciliations non-exécutés, il est temps de clarifier l'Article 39 de la Synergie des enseignants, les subventions accordées aux Ecoles privées souffrent du paiement », a déclaré El Hadj Seydou Patrice P. DEMBELE. L'AMS-UNEEM lance un appel solennel à tous les fils et toutes les filles du pays pour une union sacrée autour de l'essentiel, la réconciliation des cœurs et des esprits, la défense de la patrie. L'AMS-UNEEM, par la voix de son Secrétaire Général, a exprimé son soutien aux autorités pour une Transition réussie. « Unis nous sommes forts, divisés nous serons vaincus », conclut El Hadj Seydou Patrice P. DEMBELE. Dans une interview accordée à la presse, le représentant du Premier ministre, Lieutenant Colonel Abdoulaye Maïga, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, porte-parole du gouvernement, a fait savoir qu'il y a 42 ans, le Mali a perdu un de ses valeureux fils, il s'agit de Abdoul Karim Camara dit Cabral. Selon lui, Cabral était une icône pour la jeunesse malienne. « Cabral était un modèle de vertu, un homme honnête, travailleur et engagé pour son pays. Toutes ces vertus restent toujours d'actualité. Nous avons l'obligation de le célébrer d'avantage, de lui rendre un vibrant hommage en traduisant dans nos faits et gestes les vertus que Cabral incarnait », a-t-il dit. Il a rappelé que Cabral était



un leader étudiant. « Face aux défis que le Mali traverse aujourd'hui, nous ne pouvons que nous en inspirer, et surtout, profiter de cette commémoration pour appeler nos compatriotes à plus de réconciliation des cœurs et des esprits. Nos plus hautes autorités de la Transition ont eu l'intelligence d'exploiter toutes ces vertus qu'incarnaient Cabral en organisant les Assises Nationales de la Refondation (ANR). Lorsqu'on lit les 516

recommandations de ces assises, on comprend bien qu'il y a plusieurs mesures portant sur la relecture d'un ensemble de textes. Il y a également beaucoup de mesures tendant à rendre l'homme malien meilleur à l'image de l'illustre disparu que nous célébrons cet après midi », a conclu le ministre.

Aguibou Sogodogo  
Source : Le Républicain



## Cinquantenaire de l'OMVS : Entre acquis et défis

A l'occasion de son cinquantième anniversaire, l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS) a organisé, le vendredi 14 mars 2022, dans les locaux de sa Maison à Nouakchott, une cérémonie commémorative. Thème : « 50 ans d'Excellence et de progrès ». Occasion pour le Haut-Commissaire de l'OMVS, notre compatriote Hamed Diane Séméga, de faire le bilan des réalisations de l'organisation. Un bilan élogieux qui donne des motifs d'espoir pour le présent et l'avenir de l'OMVS.



La cérémonie s'est déroulée en présence des ministres membres du conseil de l'organisation, du Haut-commissaire de l'OMVS, des directeurs généraux de SOGED, de la SOGEM, de la SOGENAVE, de la SOGEOH, de la SEMAF et des représentants techniques et financiers. S'exprimant pour la circonstance, le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie, M. Abdessalam Ould Mohamed Saleh, a salué le rôle pivot de l'organisation qui se renforce de plus en plus en matière de développement des États membres, notamment dans le domaine de l'électricité, de l'eau potable, de l'agriculture, de la gestion de l'environnement et bientôt de la navigation dans le fleuve. Cette dernière va dessiner une nouvelle carte des échanges économiques dans la sous-région, à la lumière du développement des projets du gaz en Mauritanie et au Sénégal. Il a également salué le rôle des pères fondateurs qui, au moment où la gestion des ressources des eaux transfrontalières est source de tension multiple dans le monde, ont su construire au-

tour du fleuve Sénégal un cadre original et solide de coopération. Dans ce contexte, le ministre a révélé qu'un comité sera mobilisé pour la nomination de l'OMVS au prix Nobel de la paix 2022 en appréciation et en reconnaissance de ce qu'elle a apporté aux peuples des États membres, en étant un facteur de paix, de progrès et d'intégration africaine.

Pour sa part, le Haut-Commissaire de l'OMVS, M. Hamed Diane Séméga, a dressé le bilan des réalisations de l'organisation au cours des cinquante dernières années, passant en revue l'historique de ses ouvrages et les perspectives d'avenir de son action qui intégrera le changement climatique grâce à, l'élaboration d'un plan d'investissement climatique pour faire du bassin un espace résilient et prospère. Dans le cadre des perspectives de l'organisation, Hamed Diane Séméga a indiqué que le volet partenariat a été renforcé à travers le Réseau Africain des Organismes de Bassins (RAOB), le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), mais également grâce à l'opé-

rationnalisation du comité consultatif des partenaires et le comité de bassin pour donner corps à une vision d'organisation gage d'intégration réussie au service de la paix et du développement.

Témoignant du rôle majeur du bassin du fleuve Sénégal dans le développement local, le président du conseil des ministres, M. Serigne Mbaye Thiam ministre d'eau et de l'assainissement du Sénégal, a fait le point sur le parcours de l'organisation et les interventions qui ont permis, grâce à la maîtrise et à la mobilisation, en permanence, de l'eau douce en quantité suffisante, de dégager d'énormes potentialités qui ont impacté significativement l'économie des pays dans leurs principaux secteurs vitaux. Il a souligné que la célébration de cet événement constitue l'occasion de procéder à une évaluation objective du chemin parcouru et de procéder à une planification dynamique pour affronter les nouveaux défis de toutes sortes (sécuritaires, climatiques, économiques, politiques...). M. Serigne Mbaye, a également remercié le Haut-Commissaire de l'OMVS et tout le personnel des Sociétés ainsi que leurs équipes pour la bonne organisation de cet événement ; mais aussi tous les partenaires pour le soutien précieux et constant qu'ils apportent aux programmes de l'OMVS. Au terme de la cérémonie, le conseil des ministres de l'OMVS a effectué une visite d'inspection pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux de la nouvelle maison de l'organisation à Nouakchott devant abriter le siège de la SOGED et de la SOGENAV. Notons que l'Organisme de la mise en valeur du fleuve Sénégal a été créé le 11 mars 1972 à Nouakchott, par le Mali, la Mauritanie, le Sénégal et la Guinée pour l'aménagement et la mise en valeur concertée et coordonnée des ressources du bassin du fleuve Sénégal.

Source OMVS  
Source : L'Aube

# Réalisation de forage Sabalibougou Courani : Le PM donne le sourire aux habitants

Dans le souci constant de mettre fin au calvaire des populations, le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga a réalisé un forage à Sabalibougou Courani. La cérémonie d'inauguration de l'installation était placée sous la présidence du Conseiller Spécial, Abdoulaye Koné, représentant le premier ministre.



La réalisation de ce forage s'inscrit dans le cadre des œuvres sociales du président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta. Il faut rappeler que c'est à la demande de la population de Sabalibougou Courani que le premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga a réalisé ce forage. Le but recherché par cette réalisation est d'amoinrir la souffrance de la population. Ce geste d'empathie a été reconnu et salué à sa juste valeur par les habitants de Sabalibougou Courani. C'est devant un public de grand jour que le forage a été inauguré par le représentant du premier ministre, Abdoulaye Koné. Selon les habitants de la localité, ce forage vient à point nommé car les femmes et enfants parcouraient des distances pour avoir accès à l'eau. Sans détour, ils ont apporté leur soutien sans faille aux autorités de la transition.

Le maire de la commune rurale de Baguinéda Oumar Keita, au nom de la mairie de la population de Sabalibougou a remercié le chef d'Etat, le Colonel Assimi Goïta pour cette ac-

tion humanitaire. Toute personne qui offre de l'eau à une personne contribue à l'épanouissement et à la protection de la personne contre les diverses agressions car l'eau n'est pas que source de vie, l'eau est tout simplement la vie. « **Nous soutenons et soutenons les actions du président de la Transition et du premier ministre, car nous voyons, qu'ils posent nobles pour atténuer la souffrance de la population malienne** », a-t-il dit.

En prenant la parole, Abdoulaye Koné, représentant du premier ministre, a invité la population à continuer de faire des bénédictions pour la Transition. Car, dit-il, les autorités de la Transition veulent poser les bases d'une gouvernance vertueuse avant de passer le relai à un président démocratiquement élu. Selon lui, la Primature à travers le Premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga a répondu à votre appel pour mettre fin à la souffrance de la population en leur offrant ce forage. Le forage est une réalisation de la Primature qui entre

dans le cadre de la mise en œuvre des initiatives du Président de la Transition, le Col Assimi GOÏTA en faveur des couches les plus défavorisées de la population malienne. « **Au nom du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, je vous félicite et demande à toute la population de Sabalibougou Courani et environs de prendre soin de cet ouvrage. Je profite de l'occasion pour remercier l'ONG dirigée par Baba Dao, qui a su traduire le vœu des autorités de la transition en réalisant cet ouvrage** », a-t-il dit, avant d'inviter la population à faire bon usage de ce forage gracieusement offert par le chef du gouvernement, Dr Choguel Kokalla Maïga.

Le point saillant de cette cérémonie a été les bénédictions faites par la population de Sabalibougou Courani pour la réussite de la transition. La coupure du ruban symbolique a mis fin à la cérémonie.

■ Ibrahim SANOGO

/ ACTUALITE /



DIONA DIONA  
**PHOENIX**  
Pour un nouveau souffle de vie



# SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

## Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

**-25%**  
DE RÉDUCTION  
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

**CONTACTS:**

**+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65**

# Conseil du District de Bamako : L'examen du programme annuel d'activités 2022 sur la table

Le Conseil du District de Bamako tient depuis le jeudi 17 Mars 2022 sa toute première session ordinaire au titre de l'année 2022. Celle-ci prendra fin le mercredi 23 Mars prochain. L'ouverture des travaux dudit Conseil s'est déroulée dans la salle de délibération de la Mairie, sous la présidence du Maire du District de Bamako, Adama Sangaré, en présence de plusieurs autres personnalités, non moins membres du Conseil du District.

**L**e présent exercice, selon le Maire Adama Sangaré, revêt pour eux un intérêt particulier, en ce sens qu'il leur permet de faire l'examen minutieux du Compte administratif de l'ordonnateur et le Compte de gestion du comptable public.

Durant 5 journées, les membres du Conseil du District de Bamako examineront et adopteront, entre autres points inscrits à l'ordre du jour : le Compte administratif 2021; le programme annuel d'activités 2022 des services de la Mai-

rie du District de Bamako; le rapport de la Commission de contrôle physique du personnel administratif de la Mairie du District de Bamako.

"En application des dispositions de l'article 287 de la loi n° 2017-051 du 2 octobre 2017, portant Code des Collectivités Territoriales, le Maire est l'ordonnateur du budget de la collectivité", a rappelé le Maire Adama Sangaré. À ce titre, il produit le compte administratif qui rapproche les prévisions ou autorisations

inscrites au budget des réalisations effectives en dépenses et en recettes, il présente les résultats comptables de l'exercice soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante en même temps que le compte de gestion du Comptable public.

Au-delà du caractère légal de cet exercice, selon l'édile, l'examen des comptes de l'exercice 2021 est aussi un moment privilégié de communication sur la gestion des ressources financières de notre collectivité territoriale.

Ainsi, la Mairie a, au 31 Décembre 2021, réalisé des recettes à hauteur de 37 119 473 077 FCFA, soit 47.27 % et des dépenses exécutées à hauteur de 37 311 034 396 FCFA, soit 47,51 %.

Au cours de cette session, les membres du Conseil du District examineront aussi le rapport de la Commission du contrôle physique du personnel administratif de la Mairie du District de Bamako. Cet exercice, selon le Maire, a pour objectif de maîtriser l'effectif du personnel de la Mairie du District de Bamako, les différents cas d'absences non justifiées et autres seront traités conformément à la réglementation en vigueur.

L'examen du programme annuel d'activités 2022, indiquera le Maire, leur permettra d'évaluer les activités que les services techniques comptent mener au cours de cette année, afin de convenir ensemble de meilleures stratégies pour l'atteinte de ses objectifs.

"Déjà, la relecture des textes fondateurs de la décentralisation est très avancée pour lui donner un souffle nouveau. Notamment, le statut particulier du District de Bamako qui prévoit une seule collectivité territoriale avec la création des délégations du Maire en lieu et place des communes existantes", a-t-il informé.

AMTouré

Source: 22 Septembre



# 9<sup>e</sup> Anniversaire du PRMV-FASOKO : L'invitation aux autorités de la Transition à aller vite vers le retour à l'ordre constitutionnel

A l'occasion de la célébration de son 9<sup>e</sup> anniversaire, le Parti pour la Restauration des Valeurs du Mali (PRVM-FASO) a organisé, le samedi 19 Mars 2022 à son siège, une conférence de presse sous le thème : "Transition : Quelle modèle de démocratie pour la stabilisation du Mali"

**A** nimée par le président du parti, Mamadou Oumar Sidibé, accompagné par son 1<sup>er</sup> vice-président, Kalifa Dembélé, la conférence s'est déroulée en présence de plusieurs cadres, militants, sympathisants, ainsi que des partis amis du PRVM-FASO. Le 20 mars 2013, jour pour jour, le Parti pour la Restauration des Valeurs du Mali a vu le jour, il y a neuf (9) ans de cela. Les responsables de ce jeune parti bien implanté à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ont donc célébré ce 9<sup>e</sup> anniversaire du Parti à travers une conférence de presse pour faire le bilan de 9 ans d'existence sur l'échiquier politique national du pays, les difficultés rencontrées et les perspectives de leur formation politique. « Nous rendons grâce à Allahou SoubHana Wat'Allah, qui nous a permis de nous rassembler autour de trois valeurs, qui constituent les valeurs fondamentales de notre parti qui sont : Dambé-Danaya- Ladriya », a déclaré le président, Mamadou Oumar Sidibé pour introduire les débats. Cet anniversaire du parti, selon son président, met le PRVM-FASOKO à la croisée des chemins dans un pays plongé dans une crise multidimensionnelle depuis plus de 10 ans.

« Les années passent, les événements se succèdent mais l'engagement des militants et des sympathisants de notre parti pour le Mali reste intact et se renforce avec des alliances d'hommes et de femmes qui se sont appropriés le Dambé, Danaya Ladriya », a laissé entendre le président Sidibé. La famille PRVM-FASOKO, selon lui, c'est aussi les élus, les conseillers municipaux, les maires qui constituent un enracinement visible dans presque tout le pays et aussi à travers le monde. « Ce résultat est le fruit d'un travail collectif qui a su capitaliser l'esprit cultivé par les Pionniers du PRVM-FASOKO », s'est-il félicité. Avant de demander de réciter la Fatiha



à la mémoire des disparus dont son frère et ami Me Hamidou Lahaou Touré et autres.

En neuf (9) ans, selon Mamadou Oumar Sidibé, leur parti a réussi un exercice qui est un cas d'école dans l'espace politique et ses roublards de mars 1991 : apprendre, proposer, s'enraciner. « Aujourd'hui, plus que jamais, je vous invite jeunes, femmes, militants et sympathisants à ne jamais perdre de vue que demain nous appartient. Renforcez l'implantation, continuez la sensibilisation, travaillez pour le futur, refusez les pratiques qui ont embourbé le Mali dans la situation que nous connaissons », a exhorté le président de PRVM-FASOKO.

Parlant du thème choisi pour cette célébration, le président Sidibé a déclaré que la direction du PRVM-FASOKO qui se veut une force de proposition constante partage à l'occasion de cet anniversaire un document intitulé : « Quel modèle de démocratie pour la stabilité du Mali ». Mais, loin d'être prétentieux, selon lui, ce do-

cument est le fruit d'une réflexion humaine, une feuille de route pour la refondation que prônent notre parti, un miroir, une boussole et non un tribunal.

S'agissant de la Transition, le président Mamadou Oumar Sidibé a précisé que son parti PRVM-FASOKO la soutient, mais il a invité les autorités à aller vite vers le retour à l'Ordre constitutionnel tout en rassurant les partenaires de l'intérieur et de l'extérieur.

Côté perspectives du PRVM-FASOKO, le parti, selon son président, entend participer à toutes les élections prévues dans le chronogramme du MATD, à toutes les réformes prévues par le Gouvernement, continuer la conquête du pouvoir, la construction, l'implantation et l'ancrage du PRVM-FASOKO sur le plan national et international.

AMTouré

Source : 22 Septembre

## Transition malienne : Les faits et les solutions réalistes

La Communauté internationale doit accepter les conditions proposées par les Autorités de la Transition et travailler avec elles pour un bon dénouement.

En quoi la CEDEAO serait-elle offusquée par la durée de la Transition ? Par rapport à quoi, la durée est-elle appréciée ? La CEDEAO se soucierait-elle du bonheur des Maliens à ce point ? Avec un bilan très peu élogieux en près d'un demi-siècle d'existence. Quel ricanement gigantesque ?

Notre pays pouvait évidemment bien se passer de cette impasse. Mais, voilà, quand on est très focalisé sur les objectifs politiques, on manque souvent de réalisme pour s'accrocher aux règles et idéaux démocratiques.

D'abord, dans une première publication parue aux « Echos Hebdo » N°1508 du Vendredi 10 Août 2018, intitulée « Renouvellement de la classe politique Malienne, une équation difficile à résoudre », nous avons proposé aux deux candidats au 2ème tour, d'accepter d'organiser un « Régime de Transition Civile » pour doter le pays d'Institutions solides. Les élections ont

eu lieu dans les conditions, avec les événements que tout le monde connaît.

Ensuite, dans une deuxième publication parue aux « Echos Hebdo » N°1520 du Vendredi 11 Novembre 2018, nous avons proposé que le pouvoir organise une Conférence d'Entente Nationale (CEN), à l'issue de laquelle, serait mis en place un « Régime de Transition Civile ». Un Dialogue National Inclusif (DNI) est organisé. Les rapports sont archivés dans des cartons et rangés dans des placards.

Enfin, dans une troisième publication parue dans les « Echos Hebdo » et dans « Mali Tribune » N°07 du 29 Mars 2019, sous le titre « Osons agir pour que le Mali gagne », nous avons invité le Président de la République Ibrahim Boubacar KEITA, à « Oser mettre en place un Régime de Transition Civile » pour sortir par la grande porte, à l'instar des Présidents Mathieu KERKOU du Benin, Julius NYERERE de Tanzanie et bien d'autres. Selon des informations, quand il acceptait, c'était déjà tard, le M5-RFP était déjà à la porte.

Maintenant, nous vivons une « Transition mi-



litaire ». Cela est un fait. Après les condamnations, protestations, moqueries et autres diatribes, il faut du réalisme pour trouver la solution. L'unique solution consiste à organiser le bon déroulement de la transition.

Dans les « Echos Quotidiens » N°5581 et « Mali Tribune » N°223 du Mardi 03 Août 2021, nous avons proposé la mise en place d'un « Conseil Républicain », à l'instar de l'Italie présentement et de la France d'avant la 5ème Ré-





publique de 1958. Les Assises Nationales de Refondation (ANR) ont été tenues et le Rapport final a été remis au Président de la Transition. On attend les Institutions ou Organes qui en sortiront.

Tous les pays ont connu et connaissent des difficultés dans leurs histoires. Mais ils arrivent à s'en sortir. Pourquoi pas le Mali ? C'est au peuple Malien et non pas la CEDEAO, l'Union Africaine et les Nations Unies d'imposer quoi que ce soit. Déjà, des sanctions « inventées », ont été infligées. Nous subissons les conséquences. Cela ne suffit pas. Qu'est-ce – qu'ils veulent encore ? Contraindre le Mali à faire ce que leur « commettant » ou « mandant » voudrait bien qu'il fasse ? Non, le peuple Malien n'est pas du genre à avaler tout ce qu'on lui présente.

La CEDEAO justifie son existence aujourd'hui grâce aux missions et communications sur le Mali. Malheureusement, tout le tapage autour du Mali s'explique par le manque d'unité nationale. Ces voix discordantes qui plaisent et font rire les ennemis du pays. Le réalisme voudrait que les Maliens soient d'accord sur le fait que la « transition est un fait » et soient unis autour du pays.

Si le Mali adoptait tout de suite l'attitude de fermeté de la Guinée et du Burkina, la CEDEAO

ne serait que l'ombre d'elle-même et mise aux oubliettes. Et elle aurait du temps pour réfléchir à son avenir et se refaire une nouvelle santé.

Un médiateur, par définition s'interpose entre deux belligérants. Qui est l'adversaire du Mali ? Où est-il ? Ce serait la CEDEAO, l'UMOA et l'U.A elles-mêmes ? Ce que les sanctions semblent démontrer, donc elles seraient les ennemis du Mali ?

Les vellétés que beaucoup d'Institutions de notre continent seraient des instruments de recolonisation aux services des puissances sont confirmées avec l'annonce publique faite par le Président Français, sur les antennes de télévision, de saisir l'UA et la CEDEAO pour sanctionner le Mali, qui a osé suspendre RFI et France 24.

Ah oui les pays africains seraient encore des « propriétés, des éléments de patrimoine » des pays occidentaux !!! Le « maître » va donner « l'injonction » à ses sujets, mais vont-ils obtempérer ? Attendons de voir, nos « vaillants Leaders » ont le mérite « d'inventer des sanctions ». Peut-être qu'ils ont une loi, une réglementation dans leur terroir qui sanctionne ces genres de situations.

Les Africains connaissent bien la technique du « diviser pour mieux régner ». Elle a été utili-

sée pour vaincre nos royaumes pendant les guerres contre la pénétration coloniale. Aujourd'hui, la volonté de mettre les Africains dos-à-dos, ne fait plus aucun doute. Elle est clairement affichée. Et pour cela l'arme fatale serait de passer par les Organisations sous régionales, régionale et continentales, pour opposer des frères et sœurs au nom des idéales de valeurs démocratiques, de liberté de presse.

La CEDEAO et l'U.A doivent comprendre qu'au « génie destructeur » des autres, il leur faudrait trouver le « génie unificateur et constructeur ».

En conclusion, le réalisme voudrait que la communauté internationale comprenne une bonne fois pour toute et accepte que le Mali appartient, avant tout aux Maliens. Cela est un fait, une donnée invariable, à prendre en compte dans toute aide à la recherche de solutions. Nous ne comprenons pas leur acharnement sur notre pays. La solution à un problème Malien revient d'abord aux Maliens. Nous n'attendons aucune solution prête venant de quelque part. Non, il n'y a pas de « solutions prêtes-à-porter » par le Mali. C'est aux Maliens de solutionner leurs problèmes.

Siné DIARRA, Expert-Comptable, Essayiste.

## L'ancien ministre Seydou Traoré : « La 5<sup>ème</sup> colonne à la manœuvre, piteusement ! »



J'ai lu un article circulant sur les réseaux sociaux, demandant la démission du président Assimi et signé : Maliden.

En voilà un extrait :

//Démissionner parce que vous n'avez pas le courage de vous assumer, ce courage qui vous a manqué pour assurer les charges de votre pouvoir et désigné M. Bah avec l'intention de le déposer ensuite, ce courage qui vous manque de rappeler à l'ordre vos compagnons qui sont plus dans les affaires aujourd'hui qu'aux affaires, ce courage qui vous manque de demander aujourd'hui la déclaration de leurs biens de votre arrivée et aujourd'hui pour voir la réalité en face, ce courage de laisser la liberté si chère aux autres de dire leur opinion car il n'y a que celui qui ne fait rien qui a peur des critiques et il n'y a que celui qui veut masquer son incompetence qui a peur que des avertis s'expriment brillamment, ce courage qui vous manque de rester modeste et respecter la constitution que vous n'avez cessé de violer dans tous les sens.

Je vous le dis en âme et conscience, vous n'êtes pas le Messie que nous espérons, ne soyez pas davantage une cause de nos misères.

Démissionnez s'il vous plaît.

Signé : Maliden//.

Je respecte le point de vue de l'auteur et l'aurait chaudement félicité s'il avait signé son article de son vrai nom. Cela aurait participé à l'instauration de pôles d'échanges, démocratiques, francs et sûrement novateurs. Nous revoilà aux méthodes clandestines d'après la Baule. L'avoir signé Maliden me semble un peu une usurpation de titre ou une tentative d'appropriation d'un bien commun. En effet, je suis moi aussi Maliden, mais, je n'ai pas écrit l'article, et ne le trouve ni opportun, ni objectif. Donc, le signataire devait utiliser le qualificatif de Maliden dô.

Alors, Maliden dô, je m'associe à vous pour appeler le Président Assimi à écouter tout ce qu'on dit, et surtout respecter ceux qui le disent. Qu'il prête l'attention requise, sans orgueil aux faits réels et véridiques autour desquels généralement de tels textes sont élaborés. En la matière, Maliden dô, votre texte contient un certain nombre de faits qui méritent cette attention.

1. Oui, M. le président Assimi, les contours des deux coups d'état restent flous pour le malien lambda et il ne comprend pas grand chose du rôle supposé ou réel du général Diawara.

2. Oui, M. le président Assimi, la lutte contre la corruption semble marquer le pas et le malien lambda ne comprend pas. Il ne comprend

pas que tous les dossiers de corruption régulièrement cités par feu Soumaïla Cissé et repris par l'actuel premier ministre, alors président du comité stratégique du M5 RFP, seuls les cas emblématiques de Soumeylou Boubeye Maïga et Bakary Togola aient été traités ou sont en cours de traitement. Et quid du général Diawara? des dizaines d'autres dossiers dont les parties prenantes vaguent librement à leurs affaires ou même cherchent à briguer la magistrature suprême?

3. Oui, M. le président, des allégations de népotisme et de clientélisme sont faites dans la presse et sur les réseaux sociaux à la faveur de concours et autres prestations de services de l'état pour les citoyens. Si, elles sont avérées, les coupables doivent être punies et justice doit être rendue à Ceux-là qui auraient été lésés. Les cas cités sont relatifs aux concours de recrutement de la CANAM, de l'EMIA, et les logements sociaux.

Mais, Maliden dô, en toute bonne foi, où avez-vous vu le scénario d'une rupture constitutionnelle écrite d'avance, les rôles et responsabilités des acteurs définis et un metteur en scène invité pour en filmer le déroulé? Nulle part, je suppose, sauf celui commandité par l'Elysée. Alors, les dessous d'un coup d'état ne seront jamais réellement connus. Il importe d'en connaître les causes profondes et de s'assurer dans les faits ultérieurs qu'il n'y a aucune supercherie.

Oui, Maliden dô, en effet, Assimi n'est pas élu. Il est venu à la faveur d'une double rupture constitutionnelle (le 18 août 2020 et le 24 mai 2021), parce qu'un élu s'est rendu coupable d'extraversion aggravée de la fonction présidentielle et qu'un sutre non élu mais adulé par la "communauté internationale" est présumé coupable de parjure. Dans les deux cas, il devenait impératif pour l'armée malienne, de mettre fin à l'accord de défense bridant la souveraineté et l'indépendance de notre pays. Un accord de défense, consacrant la partition de notre pays et livrant les populations à des massacres innombrables pendant que de dispositifs militaires, inefficaces et inefficients, de plus de 15.000 militaires étrangers et de

mercenaires fonctionnent avec plus de 3 milliards de dollars par an sur le territoire national. Où est la logique ? La rupture constitutionnelle à été opérée pour sortir le Mali de cette ornière. Elle a pris une dimension africaine et mondiale parce que la France est menacée dans son existence en tant que puissance impériale. Parce que, L'OTAN, à travers la France et les États-Unis d'Amérique voit son hégémonie militaire contestée dans le Sahel et le Sahara par le retour d'un ancien acteur, la Russie.

Aujourd'hui, les faits attestent de la véracité de la cause. Aucune supercherie donc!

Maliden dô, concernant vos préoccupations relatives à la lutte contre la corruption, vous avez raison, et j'espère que votre article dans ce domaine aura valeur d'avertissement gratuit au gouvernement et à l'institution judiciaire pour qu'ils soient en phase avec la soif de justice du peuple. Une justice "juste" pour tout le monde, ni sélective, ni politique, ni revancharde, mais foncièrement indépendante!

Maliden dô, vous vous préoccupez également de népotisme, de clientélisme qui continuent à émailler les prestations de services publics. De grâce, notez en toute objectivité ce que tout le Mali, toute l'Afrique ont noté avec satisfaction, à savoir, la célérité de la réaction du président Assimi dans l'affaire des logements sociaux. La liste proclamée à été annulée, la commission d'attribution dissoute et des têtes ont commencé à tomber! Historique dans ce domaine ! Il est important que ce cap soit maintenu et que les autres allégations soient vérifiées et traitées avec justice!

Maliden dô, je pourrais continuer à donner des exemples d'efforts réalisés afin de redresser des façons de faire qui ont terni l'image des services publics! Encore une fois, merci pour votre avertissement, mais le jeu n'en vaut pas la chandelle ! Il n'y a pas de quoi démissionner. Mais alors, vraiment pas! Et pour cause. Maliden dô, ce qui se passe au Mali dépasse désormais la personne de Assimi. Ce qui se passe au Mali participe, toute proportion gardée à la remise en cause aujourd'hui de l'ordre mondial comme l'opération militaire de la Russie en Ukraine, et comme hier, la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Appréhender et analyser la situation actuelle du Mali à travers le seul prisme de la lutte politique interne pour accéder rapidement au pouvoir est réducteur, tant la vision du président As-

simi ébranle les fondements des relations France-Afrique et par ricochet, les certitudes de l'OTAN dans sa géostratégie au Sahel et au Sahara.

L'un des aspects de cette vision est, me semble-t-il, la vraie quête de souveraineté du Mali. Mettre un terme à la servitude en signant la fin des accords coloniaux de la monnaie et de la défense, qui imposent des freins à la capacité de notre outil de défense sur tous les plans. Ainsi, les controverses sur la durée de la transition doivent vite s'estomper et des débats ouverts sur l'accord monétaire. La présence de la Russie aux côtés des forces armées maliennes étant déjà un signal fort de changement dans le domaine de l'accord de défense militaire. Un autre aspect est, et demeure la préservation de l'entité territoriale du Mali dans ses diversités, dans une forme républicaine et laïque. Enfin, sciemment ou non, le président Assimi est devenu l'icône du panafricanisme renaissant, en témoignent les réactions des populations à travers l'Afrique et plus particulièrement dans les pays voisins: des convois militaires français bloqués, la marche de jeunes sénégalais de Dakar à Bamako, etc...

Dans un tel contexte, le président Assimi est plus "un influenceur majeur" de la renaissance malienne et panafricaine qu'un président empêtré dans une gouvernance sordide à l'antipode des aspirations des populations maliennes. Oui, il se doit de renforcer sa capacité d'écoute de toutes les sensibilités, voire, d'écouter les "silences" comme dans la pure tradition de chez nous et progresser avec sagesse et détermination. Écouter les contestations "bruyantes", les respecter et leur réserver le traitement idoine dans une perspective d'apaisement, tant nul n'a raison à 100% et nul n'a tort, non plus à 100%.

Par contre, le président doit rester sourd aux cris d'orfraie de ceux qui ont pillé la République et qui veulent se sauver en poussant à une transition bâclée. Ceux-là doivent être poursuivis ou continuer de l'être. Justice doit être rendue.

Maliden dô, vous voyez, le soutien ou non à Assimi doit se poser dans les mêmes termes que se sont posés le soutien à Sankara! Ni plus, ni moins, voire le soutien à Nelson Mandela ! Oui, Maliden dô, nous devons aujourd'hui combattre contre un apartheid de dimension planétaire dont sont victimes les noirs et

conforté par l'ordre mondial actuel. A la base de cette assertion, le contexte historique de l'arrivée au pouvoir de Assimi ou de Assimi plus les 4, comme vous dites dites. Malgré votre appel du pied de l'armée, la grande muette est plus que jamais unie!

Les vraies questions qui se posent aujourd'hui au Mali, et auxquelles s'est attaqué le président Assimi sont les suivantes : Faut-il oui ou non revoir les accords coloniaux ? Qui doit le faire? Et comment le faire? Faut-il continuer à évaluer toute stabilité politique dans notre pays à l'aune du satisfecit de la France et de la "communauté internationale" par le niveau d'engagement de notre pays à respecter les 11 accords coloniaux signés avec la France pour accéder à l'indépendance? Faut-il oui ou non assister impuissant aux massacres de nos populations par des prétendus djihadistes en intelligence avec ces multiples forces militaires étrangères préoccupées par des positionnements géostratégiques ? Faut-il oui ou non assister au délitement du territoire national, programmé par L'OCDE et supervisé par la MINUSMA ?. Le cas du Soudan, ne fera pas école au Mali! Faut-il oui ou non subir le trauma médiatique des médias mensonges que sont RFI et France 24, aux seules fins de porter atteinte à la stabilité du pays?

En somme, faut-il oui ou non continuer dans la servitude volontaire ? Être objet de convoitises et de partage, sans jamais être soi même un acteur qui décide de son sort?

Maliden dô, voilà définie la trame d'analyse de la situation du Mali et celle de l'évaluation des actions du président Assimi.

Aucun esprit partisan ne doit occulter ce contexte et ramener les actes posés par le président, à une préoccupation de demeurer au pouvoir pour ses délices, comme l'ont fait certains donneurs de leçons en tripatouillant leur constitution pour un 3ème mandat et en se faisant apôtre de la France en Afrique.

Aucun esprit universaliste ne doit tempérer ou faire arrêter l'éveil de conscience à la nécessité d'une rupture d'avec l'ancien ordre qui contraint le Mali à une servitude de la France ou d'en faire un objet de transaction géostratégique pour les seuls intérêts de cette France. En conséquence, Maliden dô, rien n'indique que le président Assimi doit démissionner. Donc, confortons l'avancée de la transition !

Seydou Traoré Ancien ministre 2002 2007



**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**

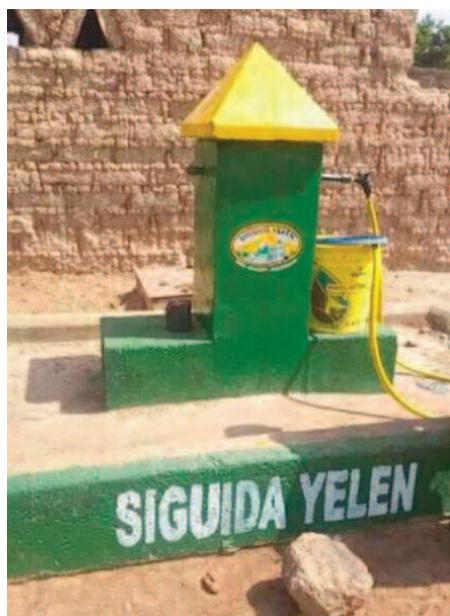
# Kobala-coura, dans la Commune rurale de Baguinéda : L'Association Siguida Yelan du Mali lance ses activités

Avec à sa tête Abdou Coulibaly, l'Association Siguida Yelan du Mali (ASYM) vient de donner le ton pour ses activités de formations en faveur des 32 villages que contient la commune rurale de Baguinéda. Le lancement officiel, effectué ce samedi 19 mars 2022 à Kobala-coura (Baguinéda) fait suite à une série d'activités tenues à Kadiolo (Sikasso), ainsi que dans plusieurs autres localités du Mali.

**E**n vue de rendre les femmes autonomes, l'association apolitique décide de poursuivre ses activités de formations en saponification et maraichage à Baguinéda. Dans cette commune où se trouvent 32 villages, Siguida Yelan entend réduire la souffrance des femmes et des jeunes. Au cours de ce lancement, les leaders d'autres mouvements, ceux des femmes et le chef du village ont apprécié l'initiative de l'ASYM. La cérémonie émaillée par des prestations artistiques, des danses et des témoignages a enregistré la participation des femmes venues de plusieurs villages. Au compte de l'association, Job Dembélé est le coordinateur de Baguinéda. Ce dernier a, au nom des 32 villages, rassuré la délégation de Bamako : « C'est avec un bon cœur que nous vous recevons. Ce lancement nous va droit au cœur ». Via ce lancement, M. Dembélé rapporte qu'il s'agit d'inviter les autorités coutumières et religieuses des villages, voire les femmes et les jeunes « à venir s'associer à l'association pour », dit-il, « une meilleure compréhension du travail et les efforts » consentis par les leaders du mouvement. Aussi, a-t-il poursuivi, c'est pour faire savoir à la population que les activités de Siguida Yelan incombent à tout le monde. Homme comme femme, toute la coordination de Baguinéda est désormais prête et dévouée à accompagner et soutenir les activités de Siguida Yelan. Cela, a-t-il énoncé, « tant que nous vivons ». Et le coordinateur d'être plus explicite : « On ne parle plus d'une centaine de membres de Siguida Yelan à Baguinéda. Les militants dépassent des milliers. Ça, il faut le dire à haute voix. Il n'y a pas un village dans cette commune où les adhérents ne dépassent pas 200 personnes ». Avant ce lancement officiel, l'association avait déjà formé des centaines de femmes. Un geste qui a été salué et apprécié par les habitants. Au nom des femmes, Kadidiatou Koné s'est expri-

mée : « L'arrivée de Siguida Yelan a été une source de bonheur pour nous les femmes. Jadis, on ne savait pas quoi faire, si ce n'était pas de couper des bois pour la vente. Mais les formations reçues en saponification nous permettent d'aider nos époux et nos enfants aujourd'hui ». Au début, a-t-elle avoué, « nous pensions que c'était du folklore, lorsqu'on nous parlait des formations en saponification ». Mais aujourd'hui, c'est devenu de la réalité. « Nous commençons à être optimistes, parce que l'association a pu trouver de l'emploi pour certains de nos enfants qui préféraient mourir sur les sites d'orpaillages que de rester bras croisés à la maison ». Pour finir, Kadidiatou invite l'association à faire des formations sur le maraichage. Présent sur la scène, le jeune Abdou Coulibaly s'est réjoui pour l'hospitalité des habitants. « Cet accueil et enthousiasme prouvent à suffisance notre élan et désir à travailler d'arrache-pied pour l'implantation d'une coordination communale de Siguida Yelan à Baguinéda ». Vu la taille de la mobilisation, il

se dit convaincu que Baguinéda honorera ses engagements inscrits en droite ligne de la mission de l'association. Bref et concis, le jeune leader dira ceci au public : « Permettez-moi d'être bref, car l'émotion me le provoque en voyant toute cette foule unie autour de ce projet (activités) de développement durable pour l'amélioration du bien-être des populations de Baguinéda ». Sollicitant le concours et l'accompagnement des autorités administratives et politiques pour l'atteinte des objectifs, M. Coulibaly conclut par dire : « Ensemble, nous bâtissons un Mali nouveau où il fera bon vivre ». Au nom des formateurs de l'ASYM, Seydou Lamine Diarra a maintenu que l'association travaille à Kobala-Coura il y a de cela bientôt trois (3) ans. Environ 200 personnes ont pu être formées en saponification à Kobala-Coura. Dans les villages de Kôkoun et Moufa, environ 250 femmes et jeunes l'ont été. « La dernière formation s'est tenue à Baguinéda-Camp, où nous avons formé 150 personnes. Nous faisons d'autres formations,





mais c'est la saponification qui plait aux femmes », a-t-il dit, précisant qu'une commission sera mise en place pour le suivi des bénéficiaires. À son tour, Sidy Yaya Doumbia, 3ème adjoint au Maire de Mountougoula, dira

que l'initiative de l'ASYM est bonne, parce qu'elle aide les femmes. « Aider les femmes c'est aider la famille et la société, donc la présence de l'ASYM est une bonne chose pour le pays », selon lui. Suite à la remise des attes-

tations aux bénéficiaires, la cérémonie a été clôturée par un match de football.

Mamadou Diarra  
Source : Le Pays- Mali

# Remaniement en Côte d'Ivoire : Alassane Ouattara entretient le suspense

**Repoussée à plusieurs reprises, la formation d'un nouveau gouvernement se fait attendre. Mais le président ivoirien maintient son projet, qui se précise.**

**E**n décembre dernier, Alassane Ouattara avait informé ses ministres qu'il souhaitait former une équipe plus resserrée en janvier 2022. Mais depuis, leurs rangs n'ont pas bougé. Lors du dernier conseil, le 9 mars, le président ivoirien a demandé aux membres du gouvernement de continuer à travailler, avant de leur annoncer qu'ils ne se réuniraient plus avant le 30 mars.

## Conflits de compétence

Depuis le 13 mars et pour une semaine, le Premier ministre Patrick Achi est d'ailleurs en mission à Washington à l'invitation du think tank Atlantic Council. Il en a profité pour s'en-

tretenir, entre autres, avec Antony Blinken. Le 24, il a ainsi négocié avec le secrétaire d'État des financements pour le programme Côte d'Ivoire 2030, qui vise à transformer l'économie du pays, et a sollicité son soutien dans la lutte contre le terrorisme.

Le projet de remaniement n'est donc pas annulé, mais reporté. Selon nos sources, l'idée de ne nommer que 30 membres – contre 41 aujourd'hui – est toujours à l'ordre du jour. En effet, l'effectif pléthorique actuel provoque des conflits de compétence qui nuisent à l'action gouvernementale.

## Inquiétudes au RHDP

Alassane Ouattara aime maîtriser son agenda et a pour habitude de prendre son temps. S'il avait annoncé la réforme du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) en septembre 2021, il avait ainsi préféré attendre le 28 février 2022 pour présenter son nouvel organigramme. Plusieurs ministres, dont Mariatou Koné (Éducation), Bruno Koné (Logement) ou encore Vagondo-Diomandé (Intérieur) font désormais partie du directoire du parti au pouvoir, chargé de conseiller son président, Gilbert Koné Kafana. Ceux qui n'y figurent pas se sont inquiétés de savoir si cela signifiait qu'ils seraient bientôt débarqués. Mais Alassane Ouattara, soucieux de séparer le gouvernement du parti, leur a répondu qu'il n'existe aucun lien entre ces nominations et le projet de remaniement.

Le chef de l'État a par ailleurs investi ses nouveaux bureaux. Situés dans l'extension de la résidence présidentielle de Cocody Riviera Golf, ces locaux étaient à l'origine destinés à abriter le siège de la fondation qu'il comptait créer après son retrait du pouvoir, initialement prévu en 2020.

Source : JA



# Lutte contre la vie chère : Le gouvernement engagé à préserver le pouvoir d'achat des ménages (CICG)



**C**onfronté à une inflation qui touche toutes les économies du monde, le gouvernement ivoirien a pris des mesures fortes pour protéger le pouvoir d'achat des populations. En plus des mesures immédiates, de nombreuses autres sont prévues pour préserver le pouvoir d'achat des Ivoiriens. Le cri des populations était assourdissant face à une inflation qui a mis à mal leur pouvoir d'achat. Le gouvernement, sans renoncer au choix du libéralisme économique fait par la Côte d'Ivoire, a multiplié les interventions pour soulager les ménages.

Un montant d'environ 55 milliards de FCFA a été décaissé pour assurer, de janvier à mars 2022, un subventionnement partiel des prix des produits pétroliers tels que le gasoil pour éviter l'impact sur le coût de la vie.

Il a plafonné, pour une période de trois (03) mois, les prix du riz, du sucre, de la tomate concentrée, du lait, des pâtes alimentaires, de l'huile de palme raffinée et de la viande de bœuf.

Pour soulager les ménages, le gouvernement

a aussi décidé d'élargir la liste des produits de grande consommation et services, dont les prix sont réglementés. Cette liste comprend désormais 21 produits. En effet, la première liste (décret de 1992) comprenait les tarifs des services publics de l'Eau, de l'Electricité, des Postes et Télécommunications; les prix du gaz butane ; des produits agricoles de base (coton-graine, caoutchouc) ; des produits et spécialités pharmaceutiques et des livres scolaires primaires d'édition locale. A cette liste s'ajoutent, entre autres, la farine boulangère, le pain baguette, la viande de bœuf, de mouton et de porc, l'huile de table raffinée, le riz local, les matériaux de construction.

Dans le même temps, le gouvernement qui dénonce des spéculations, multiplie les rencontres avec les acteurs du commerce et renforce les contrôles sur le terrain dans le cadre de la surveillance du marché. Il s'agira pour les agents du ministère en charge du Commerce de lutter contre les pratiques anti-concurrentielles, la surenchère et les cartels. Au Conseil national de Lutte contre la Vie chère (CNLVC),

on rappelle que la législation prévoit trois types de sanctions, à savoir pécuniaires (avec des amendes allant de 50 000 à 100 millions de FCFA), administratives et judiciaires pour les commerçants qui rusent pour siphonner le pouvoir d'achat des consommateurs.

En plus des mesures urgentes, l'ambition du gouvernement est de trouver des solutions durables pour sortir des inflations cycliques par la mise en œuvre d'une politique agropastorale ambitieuse, afin de garantir l'autosuffisance en cultures vivrières, ainsi que l'élevage de bovins et d'ovins.

C'est un des engagements importants contenus dans le deuxième Programme social du gouvernement (PSGov 2022-2024).

L'objectif est d'exploiter le potentiel des régions frontalières, afin d'y développer les activités liées à l'élevage. Il s'agit de la construction/réhabilitation de 27 barrages pastoraux, l'aménagement de 296 km de parcours de transhumance, l'aménagement de 10 zones pastorales (bloc fourrager, couloir sanitaire, micro-barrage, etc.), la construction de 100 fermes d'élevage (bovins, ovins, caprins, volailles), la construction de huit débarcadères et quatre stations d'alevinage, l'empoissonnement de 27 retenues d'eau. La consommation de tilapia est actuellement estimée à 500 000 tonnes, dont plus de 90 % sont importées. Pour combler ce déficit, le gouvernement va lancer le Programme Stratégique de Transformation de l'Aquaculture en Côte d'Ivoire (PSTACI).

D'importants travaux d'entretien routier sont également prévus pour accroître l'accessibilité en toutes saisons aux zones de production.

Un accent sera mis sur la modernisation du commerce des produits vivriers, à travers la promotion de la balance dans les transactions. Le projet vise donc, d'une part, à moderniser le commerce et, d'autre part, à contribuer à la transparence dans les transactions commerciales des produits vivriers, à travers l'utilisation de la balance.

Ainsi, 5000 bascules et 30 000 balances seront distribuées aux opérateurs de la chaîne de commercialisation des produits vivriers sur l'ensemble du territoire ivoirien.

La mise en œuvre de ce projet se fera en deux années, notamment 2023 et 2024

Source : Abidjan.Net

## MERCATO – PSG : Leonardo est passé à l'action pour Paul Pogba !

**D**irecteur sportif du PSG, Leonardo aimerait recruter Paul Pogba dont le contrat à Manchester United expirera à la fin de la saison. Cependant, les discussions entamées avec le clan Pogba n'auraient pour le moment pas débouchées sur un accord.

Paul Pogba pourrait-il quitter Manchester United pour rejoindre le PSG ? À en croire L'Équipe, le directeur sportif Leonardo ferait du recrutement du champion du monde un dossier

chaud pour le prochain mercato estival alors que son contrat chez les Red Devils expirera en juin prochain. Cependant, le PSG aurait fort à faire pour boucler cette opération, au vu de la concurrence présente dans le dossier Paul Pogba. Ce dimanche, 90min assure que le PSG en pincerait pour Pogba et devrait tenter un coup pour le milieu de terrain de Manchester United dans le cadre de la prochaine session des transferts.

### DES DISCUSSIONS AVEC LE PSG, MAIS PAS D'ACCORD !

Néanmoins, la Juventus et le Real Madrid auraient la ferme intention de chambouler les plans du PSG pour Paul Pogba, toujours selon 90min. D'ailleurs, il est spécifié par le média britannique que les négociations ont été entamées il y a de cela plusieurs mois. Pour autant, il n'y aurait toujours pas d'accord à signaler entre les différentes parties. Paul Pogba cultiverait le désir de se battre jusqu'au bout de la saison avec Manchester United pour décrocher un ticket en Ligue des champions avant de prendre sa décision qui ne serait pas focalisée sur le plan financier.

Source : <https://le10sport.com>





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous maîtriserez votre sujet, vous réaliserez des performances, mais vous ne serez plus certain de vous épanouir dans votre secteur d'activité. Vous creuserez des idées, mais il vous faudra du temps pour définir une nouvelle ligne d'orientation.

Matériellement, tout semblera vous sourire, mais vous culpabiliserez à cause de certains jaloux. Évitez les bras de fer sur des questions financières. Vous aurez mieux à faire pour gagner de l'argent que de perdre votre temps à régler des différends.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Les relations de travail vous donnent des pistes. Vous aimeriez faire une activité valorisante. Saturne en Capricorne impose des concessions ! L'activité peut vous irriter. Une désorganisation règne dans votre service. Elle pénalise votre productivité.

Des accessoires pour un sport ou un voyage créent des dépenses. Malgré des charges importantes, il vous reste des fonds pour exercer vos loisirs. Vous pourriez craquer pour des articles chers. Un peu de culpabilité pourrait suivre après l'achat !



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pourrez compter sur l'appui d'un collègue pour apporter les corrections nécessaires à votre travail. Sur ses conseils, vous allez progresser, tant au niveau de la vitesse d'exécution que sur le plan de la qualité. Vous lui devez une fière chandelle.

Côté argent, vous passerez à la vitesse supérieure... Changement de poste, création d'entreprise, vous ferez de votre mieux pour accroître votre patrimoine. Sous les bons auspices de la configuration planétaire Lune-Saturne, ça va pulser et payer !



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous évoluez dans un environnement professionnel sain, cependant il se peut que certaines modifications viennent troubler votre routine de travail. Un petit stress commence à monter, vous avez du mal à vous concentrer. Vous êtes nerveux.

Dans la journée, votre banquier peut vous faire la surprise de vous appeler pour vous proposer un placement intéressant. Pour assurer votre avenir, vous sautez sur l'opportunité qui vous est offerte, cela semble être une bonne solution.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Vous ne rechercherez pas les honneurs, mais la reconnaissance à sa juste valeur du travail accompli. Or, vous aurez l'occasion de marquer un grand coup et d'avancer. De ce fait, vos attentes seront récompensées, parfois au-delà même de vos espérances.

Du côté de vos sous, si vous n'y prenez garde, vous risquerez fort de réaliser des opérations financières, qui vous feront perdre de l'argent, sans espoir de récupérer votre pécule. Méfiez-vous de certaines affaires juteuses qui s'avèreront foireuses.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Un manque d'autonomie dans votre poste vous incite à partir. Vous désirez prendre le large. Pour postuler ailleurs, vous multipliez les démarches. Pour le moment, vous pouvez avoir une fonction momentanée. Le remplacement d'un collègue est possible.

La prudence s'impose ! Vous devez être regardant sur les prix ! Comparez les tarifs et réfléchissez à vos priorités. Des surprises peuvent arriver. Des factures majorées ou oubliées risquent de se présenter ! De la contrariété survient devant le budget !



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Dans votre milieu professionnel, un bras de fer planétaire éclatera. De votre côté, vous pourrez compter sur les appuis respectifs de la Lune et de Saturne. Néanmoins, le combat sera extrêmement serré. Ami Balance, tablez plutôt sur un match nul...

La conjonction Lune-Saturne annoncera le retour des beaux jours dans vos finances. Vous aurez même l'impression que votre trésorerie sort d'une période hivernale et entame le dégel. Aujourd'hui, pour vos sous, ce sera le printemps avant l'heure...



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Cher ami Scorpion, au bureau, vous n'êtes pas d'humeur à supporter les critiques des uns et des autres, alors vous préférez faire comme si vous n'entendiez rien. Vous restez dans votre bulle. Il ne faut surtout pas venir vous chatouiller.

Un contrat mal négocié ou une dépense d'argent plus importante que prévu, et vos finances crient « au secours » ! Commencez par prendre conscience qu'une gestion cadrée et minutieuse s'impose. Aujourd'hui, il n'y a pas d'autres solutions.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Plus ambitieux que jamais, vous vous battez pour votre carrière. Rien ne pourra freiner ou arrêter votre élan, votre progression. Votre endurance vous permettra de tenir la longueur. Votre objectif sera de prouver que vous serez la personne indispensable.

Ne souhaitant plus vous laisser faire, vous n'hésitez pas à réclamer votre dû sans aucun scrupule si l'on vous doit de l'argent. Après tout, votre méthode sera la bonne, puisque vous obtiendrez rapidement de bonnes nouvelles à votre demande.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aimeriez changer d'activité. Il n'est pas trop tard pour amorcer un virage. Privilégiez la réflexion. Gare aux tentations de poste alléchant ! Un collègue pourrait vous aider. Cet appui vous encourage. Mais ne signez pas encore de contrat, attendez.

Les petites dépenses se cumulent aux charges. Vous craquez sur les accessoires. Pensez à faire des économies en rognant sur d'autres frais. En ce moment, votre train de vie est important. Les revenus fondent à vue d'oeil ! Gardez un fond de trésorerie.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Ami Verseau, vous souhaitez effectuer un travail qui puisse servir la collectivité. C'est pourquoi vous pourriez vous tourner vers deux secteurs qui vous tiennent à coeur : le médical et la recherche ! À votre éprouvette ou à votre stéthoscope...

Avec vos économies, vous agirez en adulte ! En la matière, votre adolescence sera derrière vous... Que votre pécule financier provienne de la sueur de votre front ou d'un héritage de votre famille, vous serez autant comptable de vos succès que de vos erreurs.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Certaines personnes pourraient bien vous mettre des bâtons dans les roues, vous devez être prudent. En cas de conflit, cher natif, prenez les dispositions qui s'imposent. Ne tardez pas à réagir. Heureusement, vos initiatives s'avèrent payantes.

Vous êtes inquiet à cause de la situation de vos comptes, il n'y a pas de quoi. Certes, vous manquez d'un peu de recul, mais vous avez largement rattrapé vos erreurs. Ne vous engagez pas avec un nouveau crédit. Pour cela, attendez des jours meilleurs.

L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1010 **Malikilé**



Les sanctions anti-français  
Ne nous laissons pas manipuler!



1011 **Malikilé**



Liberté provisoire pour Oumar Marika  
Que fera le tonitruant homme politique?



1012 **Malikilé**



De Montargis Teli à la rencontre de "Sira" à djou Anka Wuli Mali V  
"Au sud, les gens commencent à partir de Chamoula"



1013 **Malikilé**



Operation Kaktoul  
Du renfort pour le front Sud à Sikasso



1014 **Malikilé**



Après les sanctions CEDEAD-UEMOA  
Le Mali vers un bras de fer ou un compromis?



1015 **Malikilé**



Sanctions CEDEAD-UEMOA  
La riposte du gouvernement



1016 **Malikilé**



Sanctions de la CEDEAD contre le Mali  
Une pluie de réactions



1017 **Malikilé**



Chequeil Kokalla Maiga  
L'Homme de l'Année 2021



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...  
n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23

Journal Malikilé

+223 70 44 22 23

ampikile@gmail.com

www.malikile.com